Eléments de Débat – Thème Lien à la Recherche

Dans les différentes réunions sur le territoire français, la préoccupation du lien à la recherche apparaît fortement. Cette préoccupation résonne à partir des hypothèses d'autonomie des IUT qui ont été affirmées par la presse comme une obligation pour tous les IUT sous des titres provocateurs tels " Le IUT veulent faire sécession des universités ". Rappelons que le projet comporte deux volets :

- Une affirmation d'une structure nationale en capacité d'assurer la cohérence nationale du système IUT et de porter sa dynamique et donc une capacité d'action sur la reconnaissance des IUT " labellisation " et sur les moyens de leur fonctionnement " moyens ".
- Une interrogation sur la question du positionnement institutionnel local constatant la multiplicité des positionnements de nos sites d'enseignement supérieur et de recherche et les conséquences sur les positionnements différents proposés aux IUT. Faut-il accepter des statuts différents pour les IUT ? Dans ce cas, peut-on accepter que certains IUT acquièrent une autonomie plus forte ? Faut-il que tous les IUT soient autonomes ?

Ainsi, sur le chapitre du lien à la recherche, les questions se fondent principalement autour de 4 thèmes tous en liaison avec une hypothèse d'IUT autonome :

- Il ne sera plus possible de recruter des enseignants chercheurs.
- Les laboratoires ne voudront plus des enseignants chercheurs en IUT.
- Les enseignants chercheurs n'auront plus accès aux masters et aux écoles doctorales.
- Les IUT autonomes ne pourront plus assurer un développement normal de la carrière des enseignants chercheurs.

Le projet de voie technologique du grade de Licence porté par le système IUT est fondé sur le lien Formation – Recherche.

Le lien Formation – Recherche constitue un ancrage fondamental porté par les IUT. Il permet :

- De garantir l'actualisation des connaissances et le haut niveau de la formation technologique
- D'élaborer des compétences d'autonomie chez les diplômés par la méthodologie de travail universitaire
- De conduire les entreprises vers l'innovation sur les territoires par la proximité avec la recherche et les chercheurs.

Ce lien est assuré dans nos équipes par la présence des enseignants chercheurs.

Ce lien est fragilisé dans le contexte actuel du grade de Licence.

Dans les formations générales de l'université, les enseignants chercheurs confirmés interviennent préférentiellement dans le grade de master, les formations du grade de licence sont laissées aux enseignants débutants, contractuels ou non chercheurs. Dans les IUT, la mixité des équipes et l'intervention dans le grade de licence des maîtres de conférences et professeurs des universités est une réalité.

Les IUT observent des difficultés plus grandes à positionner des emplois d'enseignants chercheurs du fait de réticences de la tutelle parce que ces emplois ne sont pas dans le champ disciplinaire majeur de l'université ou parce que l'éloignement au site principal donne à penser que l'activité de ces chercheurs sera plus faible. Ces difficultés n'existaient pas lorsque la tutelle était le Ministère sur l'affectation des emplois.

Les enseignants chercheurs d'IUT sont évalués sur l'activité recherche sans que leurs contextes sont souvent différents sur des plans de disciplines mineures, d'encadrement des composantes, d'isolement dans lequel ils peuvent se trouver. Leurs activités pédagogiques importantes en IUT ne sont jamais prises en compte. La carrière de nombre de collègues souffre de la non prise en compte de leurs spécificités.

Une distance à la recherche aggravée par le contexte actuel.

La métropolisation de l'enseignement supérieur et de la recherche portée par les plans campus et les initiatives d'excellences accentue la concentration des activités recherche sur les métropoles universitaires. Les moyens des universités doivent accompagner ces apports financiers de l'Etat et la politique des établissements se focalise sur les axes d'excellence identifiés par ces opérations.

Dans ce contexte, le maintien du caractère universitaire assuré par le lien à la recherche des sites d'enseignement supérieur des villes moyennes apparaît incertain. La proposition de Pôle Universitaire de Proximité (PUP) n'est pas complètement définie pour l'instant mais elle semble s'orienter vers un regroupement des IUT, des CPGE et des BTS. Cela pourrait conduire au collège universitaire réservé aux villes moyennes, constituant ainsi, un enseignement supérieur à deux vitesses, l'un porté par l'excellence recherche en métropole et l'autre privé de l'apport de l'innovation réservé aux villes moyennes. Les IUT sont implantés sur tous les territoires et sont reconnus avec la même excellence quelle que soit leur implantation. Ainsi, le diplômé de DUT pourra accéder à l'emploi ou à la poursuite d'étude avec les mêmes chances qu'il ait étudié dans une métropole ou dans une ville moyenne proche de son domicile. De façon générale, la mission d'aménagement du territoire n'est pas dans les missions des universités, comme avant la loi d'août 2007 d'ailleurs. C'est l'Etat, par le fléchage des moyens vers les IUT, qui a assuré le développement de l'enseignement supérieur universitaire sur tous les territoires dans les dernières décennies. L'université ne se substituera pas à l'Etat dans cette mission.

Sur un autre aspect, dans les réflexions mêmes de certains universitaires, les notions d'Institut d'Enseignement Supérieur positionné sur le L ou de Lycée du Supérieur allant de la classe de seconde à la licence, isole les formations du grade de Licence du lien à la recherche.

Dans ce contexte où le lien Formation – Recherche s'affaiblit sur le grade de Licence, le système IUT continuera à porter la nécessité de cette liaison. L'insertion d'un IUT dans une université ne garantit pas que ce lien puisse exister ou se développer.

Pour certains IUT, la recherche d'une plus grande autonomie peut s'avérer nécessaire. Pourront-ils se positionner sur l'activité recherche ? Telle est la question posée lors des réunions.

Il existe des Etablissements Publics d'Enseignement Supérieur doté de personnalités morales autres que des universités qui sont reconnus sur l'activité de recherche.

Les écoles externes, des établissements publics administratifs (comme le CUJFC, les IEP, les ENI) ne relèvent pas du statut des universités. Leurs personnels sont issus des catégories classiques de l'enseignement supérieur : MCF, PR, PRAG, PRCE, ITARF, ASU. Leurs carrières sont évidemment régies par les mêmes règles. Ces établissements gèrent des laboratoires le cas échéant ou leurs personnels de recherche participent à l'effort global de recherche d'un site dans des laboratoires qui sont de plus en plus multi-établissement et dans une stratégie scientifique établie à l'échelle des sites.

Le fait d'être établissement autonome ne signifie pas qu'il ne peut pas relever de l'activité recherche dès lors qu'il en a la mission et qu'il émerge dans SYMPA (mode de répartitions des moyens) à l'activité et la performance recherche.

Dans le cadre d'un établissement, les instances nécessaires (CTP, CS, CPE...) permettent de traiter des questions de carrières des personnels.

Est-ce qu'un IUT qui deviendrait Etablissement Public Administratif doté d'une personnalité morale serait coupé du lien à la recherche ?

Plusieurs conditions doivent être remplies pour que l'IUT, établissement, puisse continuer à développer une activité de recherche. Trois conditions sont nécessaires :

La définition des missions :

Le texte réglementaire constitutif de l'établissement doit lui reconnaître au moins la mission de formation sur le grade de Licence (DUT, Licence) et la mission de recherche.

Dans ces conditions, l'établissement reçoit les moyens de l'Etat (financiers et en ETPT – Equivalents Temps Pleins Travaillés) sur la base SYMPA : activité formation basée sur le nombre d'étudiants inscrits présents et activité recherche basée sur l'enseignant chercheur produisant. Ainsi, les moyens de la recherche (financiers et supports administratifs et techniques des laboratoires) sont affectés à l'établissement d'appartenance de l'enseignant chercheur produisant. Ils constituent l'environnement qui accompagne l'enseignant chercheur dans son laboratoire. Dans le cas où l'enseignant chercheur effectue sa recherche dans un laboratoire en gestion d'un autre établissement, ces moyens doivent être réaffectés à l'établissement gestionnaire.

La politique recherche de l'établissement visera à mobiliser masse salariale et ETPT pour constituer un emploi d'enseignant chercheur dont l'activité formation s'effectuera dans l'établissement et d'élaborer une convention avec un laboratoire de recherche et sa tutelle pour que l'enseignant chercheur puisse réaliser son activité de recherche. Ainsi l'établissement apporte au laboratoire des moyens humains de recherche et des moyens l'environnant sur la base de l'affectation des moyens d'Etat. L'établissement devra veiller à ce que l'enseignant chercheur recruté puisse réaliser l'ensemble des ses missions afin de maintenir son statut de produisant et l'affectation des moyens qui y correspond. Il est possible que l'établissement gère un ou plusieurs laboratoires. Il aura alors la charge de lui fournir l'environnement qui lui permettra de développer son activité et sa performance sanctionnée par l'évaluation quinquennale.

Les masters et écoles doctorales s'appuient sur les laboratoires et les enseignants chercheurs qui y sont affectés. La convention d'affectation d'un enseignant chercheur à un laboratoire doit préciser, outre les moyens de son environnement qui seront alloué au laboratoire, de quelle manière et dans quelle proportion l'enseignant chercheur effectuera une partie de sa mission d'enseignement au niveau master et au niveau doctorat.

La surface de masse salariale :

L'établissement doit avoir une masse salariale suffisante pour lui permettre d'assumer les évolutions de carrière de ses personnels. Assortie des instances ad-hoc qui permettent cette gestion des carrières, l'établissement est alors en mesure d'assurer les évolutions statutaires, indiciaires ou de promotions. Il peut également mettre en place une politique des primes comme tous les autres établissements.

Cette condition implique clairement qu'un IUT de taille moyenne n'a pas, aujourd'hui, la surface suffisante pour y satisfaire. Une autonomie d'IUT ne pourra donc se concevoir qu'à l'échelle d'un site et d'un regroupement d'IUT.

Le contexte du site universitaire :

Actuellement, de nombreuses interrogations pèsent sur le devenir des sites. En effet, certains se lancent dans des projets de regroupement des établissements, d'autres sont en attente de décisions, d'autres enfin ne voient pas comment et vers où aller dans des regroupements. Il est clair que des IUT qui trouvent une place et leurs missions clairement identifiées au sein de ces regroupements d'établissements (tels les grands établissements envisagés) pourraient s'épanouir au sein même de ces grands établissements. Il serait probablement hasardeux d'envisager une autonomie dans un tel site qui s'inscrirait en marge de la dynamique collective, à condition toutefois que leur place et leurs missions y soient clairement définie.

Ainsi, cette question du contexte des IUT est un élément déterminant d'un choix d'aller ou non vers une autonomie. Dans les bouleversements actuels, la plupart du temps, il est dangereux de se précipiter vers une décision d'autonomie, il vaut mieux œuvrer pour clairement définir cette place.

En conclusion :

Le lien des formations du grade de Licence avec la recherche est remis en question en l'état actuel des choses. Les IUT affirment que ce lien est important, y compris à ce niveau de formation, pour assurer l'actualisation des formations et de la technologie, pour garantir des compétences d'autonomie chez les diplômés ainsi que pour promouvoir l'innovation auprès des entreprises que les IUT et leurs enseignants chercheurs côtoient sur tous les territoires.

La question de l'autonomie ne peut être envisagée sans prendre en compte le contexte du site et son potentiel d'évolution vers un regroupement qui prenne en considération pleinement les IUT, leurs spécificités et leurs missions.

Enfin, dans le cas où une autonomie doit être envisagée, elle ne peut être envisageable que si la mission de recherche fait partie intégrante des missions du futur établissement et que si la surface de masse salariale de ce futur établissement garantisse la capacité de gérer les carrières de leurs personnel.